

La presse d'opinion en Algérie entre 1990 et 2010

Emergence, parcours et causes d'un déclin

FEDOUL Mohamed et MEDJANI Badis

Maîtres-assistants « A » Université El
Hadj Lakhdar de Batna

ملخص :

عرفت الساحة الإعلامية في الجزائر في العشرية الأخيرة تراجع الصحف الأسبوعية وعناوين الصحافة الحزبية. فبعد الدور الكبير الذي لعبته مباشرة بعد تكريس التعددية الحزبية نهاية الثمانيات، خاصة في تنوير الرأي العام خلال مرحلة التسعينيات حول مختلف القضايا السياسية، الاقتصادية، الاجتماعية والثقافية وأيضا في إعلام الرأي العام وتحسيسه إزاء قضايا وطنية ودولية، بدأت هذه الصحف مع نهاية التسعينيات وبداية سنوات 2000 في التراجع ودخلت مرحلة الزوال والانحدار، ولم تستطع مواجهة كل الصعوبات التي اعترضت مسارها من أجل مواصلة المشوار، وبالتالي تركت مكانها للصحف الإخبارية الوطنية اليومية والتي رغم تنوعها وعددها الكبير إلا أنها لا يمكن لها تغطية الفراغ الذي خلفه اندثار صحف الرأي والصحف الحزبية في الساحة الإعلامية الوطنية. وبحكم خصوصيتها والتي تميزها عن الصحافة اليومية التي تركز خاصة على الأحداث اليومية، فإن صحافة الرأي والصحافة الأسبوعية والحزبية تلعب دورا كبيرا في تكوين الرأي العام وهذا بتركيزها على التعمق في تحليل الأحداث والمسائل السياسية، السوسيو اقتصادية والثقافية...

Introduction :

En 1989, l'Algérie ne comptait que six (06) quotidiens, leur nombre est passé à 11 en 1991, les hebdomadaires sont passés de quatre (04) à trente sept (37), les mensuels de onze (11) à dix sept (17)¹. Un an après la création des premiers journaux privés, et plus précisément en septembre 1991, le paysage médiatique dans le secteur de la presse écrite comptait 122 titres. En 1994, on n'en dénombre que 120 titres (une centaine relevant du secteur privé dont 27 quotidiens et 59 hebdomadaires²). Ainsi, le journal prend vite une place privilégiée chez les lecteurs et devient à la fois un service public et un produit de la large consommation. L'intérêt accordé au journal par le public au début des années 1990 était exceptionnel. Les gens aient reprennent goût à la lecture et on entendra souvent en famille, dans les bureaux ou dans la rue des discussions ponctuées « j'ai lu ça dans le journal »³. A Alger on assiste par exemple à des réussites phénoménales comme celle d'*El Manchar*, « *La Scie* » ou de l'hebdomadaire populaire en langue arabe *Echourouk El Arabi*, « *L'Aurore Arabe* ». Par ailleurs et d'après certaines lectures, les hebdomadaires, notamment ceux d'information générale, étaient les leaders au début des années 1990 dans le traitement des différentes questions nationales et internationales. Cependant, et avec le temps, vers la fin des années 1990 et le début des années 2000 le paysage médiatique a complètement changé et les journaux hebdomadaires ont commencé à perdre de leur audience, puisque la plupart d'entre eux – si ce n'est pas presque tous les journaux hebdomadaires qui ont été de véritables leaders auparavant – ont fini par disparaître un par un du paysage médiatique national.

Cela nous pousse justement à poser la question suivante : **durant les décennies 1990 et 2000, quels ont été les facteurs influents qui ont déterminé l'évolution remarquable puis la perte d'audience de plusieurs journaux hebdomadaires et de titres de la presse partisane en Algérie, conduisant à la disparition pure et simple de nombre d'entre eux ?**

I- Etat des lieux des journaux hebdomadaires édités durant les décennies 1990 et 2000 :

A- La presse partisane et publique:

La nouvelle constitution du 23 février 1989 adoptée par les députés de FLN ⁴(le parti unique à cette époque) et ce juste après les événements tragiques qu'a connus l'Algérie en octobre 1988, autorise pour la première fois depuis l'indépendance la création d'associations à caractère politique. L'instauration de multipartisme a eu un impact direct sur le secteur de la presse écrite, entraînant une année après (le 23 mars 1990), une nouvelle loi sur la presse a été également adoptée. Celle-ci met fin au monopole de l'Etat sur la presse écrite. Néanmoins cette ouverture du secteur de la presse écrite aux privés ne touche pas la radio et la télévision qui restent entre les mains de l'Etat. Malgré cela, l'Algérie a commencé à connaître une vie politique mouvementée aux débuts des années 1990. Ainsi, plusieurs associations à caractère politique, social et culturel ont vu le jour. Ajoutons à cela l'apparition des débats politiques contradictoires et l'accentuation des activités des partis politiques de différents courants politiques nouvellement agréés officiellement. Ceci a marqué la fin d'une époque et le début d'une nouvelle ère. Plusieurs partis politiques ont pu lancer leurs propres journaux dont la plupart étaient des hebdomadaires. Chaque parti a eu ses raisons en lançant des titres partisans. Mais les objectifs sont presque identiques : transmettre leurs idéologies respectives, faire adhérer et participer la population à leurs projets de société, éclairer l'opinion publique sur les questions politiques, économiques, culturelles et autres, et arriver bien sûr à les persuader mais aussi éditer des publications en dehors de la politique comme dans le domaine du sport par exemple. Dès l'ouverture du secteur de la presse écrite en 1990 quatre hebdomadaires relevant de la presse partisane ont paru en langue arabe ; *Ennabaa* du MSP ⁵, *El Hidayat* et *El Forkane* du FIS (Front islamique du salut) qui était édité également en français⁶ et *El Badil*, du Mouvement pour la démocratie dirigé par le défunt ex- président de la République Ahmed Ben Bella. Il est à souligner qu'*El Badil* était apparu pour la première fois en 1984 à l'étranger en tant que mensuel en édition bilingue (français- arabe)⁷. En ce qui concerne les autres titres périodiques et qui paraissent d'une manière irrégulière édités par des formations politiques, il est vraiment difficile de faire un bilan bien établi et

chiffré de l'implantation de la presse partisane parce qu'elle a été très instable et les publications étaient assez irrégulières. Quant au FLN et en plus des hebdomadaires qu'il possédait auparavant, il en édite d'autres. Ainsi le nombre des hebdomadaires du secteur public augmente. Trois titres spécialisés dans le sport : *El Mountakhab* « *L'Equipe* », édité en 1991 par Echaab en 24 pages, vendu à cette époque deux (02) DA⁸, *Akhbar El Djamiaa* « *Université Infos* » édité en 1996 par l'Université des sciences et des technologies Houari Boumediène de Bab Ezzouar (USTHB) à Alger est vendu à 10 DA⁹, il est spécialisé dans l'information universitaire et scientifique, *El Djamhour Erriadhi* « *Le Public sportif* » édité en 1999¹⁰ et *Elaaib* « *Le Joueur* » édité par la wilaya de Sétif en 2003. Par ailleurs d'autres hebdomadaires de diffusion nationale relevant toujours du secteur public ont été lancés en langue française. Certains d'entre eux existaient bien avant 1990 et d'autres ont vu le jour après. On peut citer *Le Sport* édité entre 1993 et 1996 et vendu à 10 DA, *Révolution et Travail* édité entre 1993 et 1994 par la Centrale syndicale UGTA¹¹, *Algérie-Actualité* qui a réapparu au cours des années 1990 comme hebdomadaire national d'information. Il avait été lancé pour la première fois en 1965 par le ministère de la communication¹², l'hebdomadaire *Informations* en 1999 et *Comex Hebdo* édité par l'Institut National du Commerce dans la même année¹³. A cela on peut ajouter aussi les journaux hebdomadaires régionaux et relevant du même secteur public. Ces publications sont diffusées en langues arabe et française. Comme *El Moudjahid Ouest* édité par le quotidien gouvernemental *El Moudjahid*, en dix pages seulement et en noir et blanc¹⁴, *Manbar Atalib* (« *La Tribune de l'étudiant* » a été édité durant la période 1993-1994¹⁵.

B- Les journaux hebdomadaires privés et non partisans édités durant les années 1990 et 2000 :

Il est à noter qu'au début ces journaux étaient variés et ont touché plusieurs domaines : la politique et les sujets d'opinion, le sport, la société, la culture, l'information générale, l'économie, l'université, l'immobilier... En ce qui concerne ceux édités en langue arabe leur nombre était estimé durant cette période à plus de soixante dix (70) titres. Parmi eux on peut citer par exemple *Es-sabah El Djadid* « *La Nouvelle Matinée* », édité par la SARL Wissam Presse en 1995¹⁶. *Echourouk Ethakafi* lancé en 1993 par la société d'édition et d'information *Echourouk*. Par ailleurs, en langue française le nombre de journaux hebdoma-

dares parus pendant la même période est estimé à plus de trente (30), édités sous format tabloïd en noir et blanc et en 24 pages¹⁷.

A cela il faut ajouter les journaux hebdomadaires du secteur privé représentant des contenus régionaux et locaux. En langue arabe le nombre de ces hebdomadaires a dépassé quarante (40)¹⁸ durant les mêmes décennies. Certains parmi eux portent directement en titre le nom de la région où ils sont édités, c'est le cas par exemple de *Barid Echark* « *Le Courrier de l'est* », édité dans le wilaya de Sétif¹⁹. On peut citer également *Akhbar Sétif* « *Les Infos de Sétif* », un hebdomadaire local qui s'intéresse aux questions locales, il est fondé et édité en 2002 par la société *Kawalisse riadha wa chabab*, « *Les Couloisses du sport et de la jeunesse* » en 24 pages et en noir et blanc²⁰. Ainsi pour expliquer un peu la cadence des publications des journaux hebdomadaires nationaux créés par les privés on peut dire que ce sont les années 1993, 1994 et 1999 qui ont vu la publication multipliée de ces journaux, par exemple on a enregistré en 1993 la parution de cinq (05) titres, en 1994 sept (07) titres, en 1999 quatre titres (04). Et chaque année de la période allant de 1990 à 2006, a vu le lancement d'au moins un journal pour chaque année. Même constat on remarque le pour les journaux hebdomadaires régionaux édités en langue française, puisque durant la même période (1990-2006) on dénombrait plus de soixante 60 titres avec presque le même format pour tous (format tabloïd) et en 24 pages. Sept (07) hebdomadaires régionaux ont paru en 1994, l'année 2002 a vu la parution de quatre(04) titres et comme nous l'avons signalé pour les hebdomadaires nationaux au moins un journal hebdomadaire régional pour chaque années durant la période 1990-2006.

II- Facteurs déterminants entravant le développement des journaux hebdomadaires d'opinion généraliste

En dépit du succès qu'ils ont connu au début de la décennie 1990, surtout en matière de crédibilité et d'influence sur le lectorat assoiffé auparavant d'une « presse libre » et dans la formation de l'opinion publique nationale, les journaux hebdomadaires et surtout ceux d'opinion ont traversé des périodes très difficiles et ont traversé de grandes difficultés et épreuves pour survivre. Chose qui a engendré leur déclin et la disparition de plusieurs titres notamment ceux relevant de la presse partisane qui a quasiment disparu depuis quelques années du paysage médiatique national.

Ces difficultés concernaient les journaux hebdomadaires qui se sont affichés favorables au discours de conciliation et de dialogue avec les islamistes. Dans un deuxième temps c'était au tour des journaux qui s'affichaient dans l'opposition de connaître le même scénario de suspensions et ce, du fait que plusieurs d'entre eux étaient contre le courant islamiste. Même les journaux les plus farouches au rapprochement avec les leaders islamistes n'ont pas échappé aux mesures de saisie et de suspension. *Essah'afa*, *L'Hebdo Libéré*, *Le Nouvel Hebdo et Algérie -Actualité* ont été suspendus pour avoir dévoilé certains scandales ²⁵. Ce qui était remarquable durant la décennie 1990, c'est qu'après l'arrêt de processus électoral en janvier 1992 et surtout jusqu'en 1997, la cadence des suspensions contre les journaux et les poursuites judiciaires contre les journalistes avait connu une proportion importante. A chaque fois, ce sont les mêmes motifs qui étaient avancés : « diffusion d'informations tendancieuses faisant l'apologie du crime ».

B - Le terrorisme et la dégradation de la situation sécuritaire :

Plusieurs journaux hebdomadaires, privés et publics, étaient victimes durant les années 1990 d'attentats terroristes, de menaces, de pressions et de liquidation physique de leurs journalistes. Cela a créé une véritable panique chez plusieurs professionnels dont beaucoup ont été contraints de quitter le pays et de prendre le chemin de l'exil, cessant d'écrire ou changeant carrément de métier. Cela a eu bien évidemment des conséquences néfastes sur l'ensemble de la corporation et a affaibli certains journaux qui ont fini par mettre la clé sous le paillason. Ainsi, la vague du terrorisme n'a épargné ni rédacteurs, ni reporters photographes, ni correcteurs, ni administrateurs, ni mêmes les chauffeurs travaillant pour les journaux. Le terrorisme s'en est pris au professionnel aussi bien au simple collaborateur qu'au responsable, à l'homme comme à la femme²⁶. Le premier à payer le prix fort a été Tahar DJAOUT, directeur de l'hebdomadaire *Ruptures* et qui est assassiné le 26 mai 1993 à Alger. Le mercredi 19 octobre 1994 Ziane FARAH, journaliste et rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Révolution Africaine*, est assassiné près de son domicile à Blida²⁷. Des photographes n'ont pas échappé au terrorisme. Madjid YACEF, photographe de presse est un des premiers photographes tués, il a travaillé pour *L'Hebdo Libéré* ²⁸. Le 05 octobre 1993 Djamel BOUHIDEL, photographe à l'hebdomadaire régional *LE Nouveau Tell* est

assassiné²⁹. Djilali ARABAOUI, est un autre photographe travaillant à l'hebdomadaire relevant du secteur public *Algérie- Actualité*, est assassiné à Alger le 12 mars 1996³⁰. Le terrorisme a continué à frapper non seulement contre les journalistes à titre individuel, mais il a ciblé les journaux en tant qu'entreprises. Dans la nuit du 9 au 10 mai 1992, deux bombes explosent à l'intérieur de la maison de la presse à Alger. L'attentat n'a pas causé de pertes de vies humaines mais le local de l'hebdomadaire *Variété Magazine* a été endommagé. Le 21 mars 1994, un bureau de *L'Hebdo Libéré* fait l'objet d'un assaut³¹. Dès sa sortie dans les kiosques *Le Maghreb Hebdo* a reçu des menaces de mort et des intimidations contre l'équipe rédactionnelle. Ainsi, juste après son premier numéro édité le 09 décembre 1993, le journal cède aux menaces et « ferme boutique » et ses journalistes se sont dispersés et certains ont même changé le lieu de résidence. En février 1993, en plein mois du Ramadan, une bombe explose près de la maison de la presse : trois journalistes au *Soir d'Algérie* Allaoua AIT MEBAREK, Mohamed DHORBAN et Djamel DERRAZA trouvent la mort. Les locaux du *Soir d'Algérie*, de *L'Opinion* et de l'hebdomadaire *Echibek* sont entièrement détruits et ceux d'*Alger Républicain* et *Le Matin* sérieusement touchés³².

C- L'économie des journaux :

Au début les rentes financières des journaux provenant de la publicité, des ventes et de l'aide de l'Etat étaient très modestes. Cependant, le marché publicitaire algérien a connu un véritable essor durant les décennies 1990 et 2000. Le marché publicitaire a atteint 35 milliards de centimes en 1995, très loin des 5 milliards estimés au début des années 1980 et des 19 milliards de centimes de l'année 1991³³. Mais la part des journaux hebdomadaires privés n'était pas vraiment importante, même l'aide de l'Etat n'était pas suffisante, puisque les seuls journaux privés qui ont bénéficié d'une modeste aide de l'Etat, sont ceux qui étaient gérés par des directeurs ayant plus de vingt ans d'expérience dans la profession³⁴. Et d'une manière générale la presse privée était soumise à un véritable embargo publicitaire³⁵. Cette situation a créé de véritables problèmes financiers aux hebdomadaires d'opinion ou spécialisés, dans le secteur privé mais aussi dans le secteur public. En juillet 1995, l'hebdomadaire *Algérie-Actualité* a été privé de tirage par l'imprimerie Simpral pour non-paiement des prestations. Il revient dans les kiosques après deux mois mais en 24 pages seulement au lieu

de 32, mais *Algérie- Actualité* n'est plus ce grand hebdomadaire qu'il fut, d'ailleurs il n'a pas pu tenir le coup et il a disparu au cours de deuxième semestre 1995, laissant un trou financier de près de 10 millions de dinars à la SIA³⁶. Avant lui, l'hebdomadaire économique *Simsar* a disparu en 1992 pour causes financières, laissant à la SIA des impayés de plus de 2 millions de dinars³⁷. D'une manière générale, l'économie de la presse avait vu ses conditions évoluer si rapidement que les difficultés étaient devenues mortelles : concurrence à la limite du « sauvage », augmentation des couts d'impression, contraction des dépenses publicitaires, mauvaise diffusion, introduction de la TVA, augmentation jugée importante des tarifs d'abonnement aux agences de presse...³⁸.

D) L'emprisonnement des journalistes :

L'un des facteurs qui a stoppé ou freiné l'évolution de cette presse est bel et bien l'emprisonnement de ses journalistes ou responsables ou l'interdiction d'écriture. Le 17 mars 1992, c'est Abderrahmane MAHMOUDI, directeur de *L'Hebdo-Libéré* qui ouvre aux journalistes la voie de la prison *Serkadji*³⁹, après s'être attaqué aux magistrats faussaires. Il en sortira le 24 mars 1992 ». Le 17 février 1996, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire arabophone *Echourouk* est incarcéré, tandis que trois journalistes de l'hebdomadaire *La Nation*, sont mis sous contrôle judiciaire pour le même motif : une plainte pour diffamation avait été déposée par un membre du FLN, Abdelkader HADJAR, suite au « complot scientifique », ayant abouti à l'éviction de Abelhamid MEHRI de son poste de secrétaire général de ce parti ». Le record du plus court séjour, c'est le doyen des journalistes algériens, Abdelhamid BENZINE, qui le détient : il est libéré trois heures après avoir été placé sous mandat de dépôt après une condamnation pour outrage à corps constitué⁴⁰. Dans le numéro 1503 de l'hebdomadaire *Algérie Actualité*, daté du 2 au 8 aout 1994, dans sa chronique « Sur la vie de ma mère, que c'est vrai ! » sous le titre « ça se passe comme ça chez Liamine », Sid Ahmed Semiane dit « SAS » écrit, un tantinet provoquant, dans son style humoristique habituel⁴¹.

Les autorités, qui ne trouvent pas à leur gout cet écrit, décident que ça allait se passer tout a fait autrement. Au ministère de la communication où il est convoqué le samedi 6 aout par le chef du cabinet, on fait savoir au directeur du journal, Abdelkrim DJILALI, que le ministre exige la suspension

immédiate du journaliste et le gel de son salaire. Malgré les propos peu amènes du ministre qui a traité de «traître et harki» son journaliste, le directeur du journal oppose un refus poli mais ferme aux injonctions du ministre. Quelques jours plus tard, à la demande du ministre, le conseil d'administration du fonds de participation du titre fait parvenir une décision écrite de suspension concernant le directeur du journal, pour refus d'application d'une mesure disciplinaire. D'autres cas d'emprisonnement ou de suspension d'écriture à l'égard des journalistes travaillant dans ces journaux d'informations en Algérie, édités pendant les décennies 1900 et 2000, peuvent être cités.

Dans ce qui a précédé, nous avons cité les facteurs qui ont influencé le plus et surtout, directement le parcours de ces journaux, et cela à titre d'exemples non exhaustifs. D'autres ont été également une source d'influence sur la vie de ces publications à l'exemple de l'information sécuritaire et par la suite la création des comités de lecture dans les imprimeries et autres.

Conclusion :

Selon les chiffres officiels publiés par le secrétariat d'Etat chargé de la communication et d'après des données signalées par certains chercheurs, au 15 mars 2010, la presse écrite algérienne compte un total de 316 titres existants sur le marché national de l'édition, toutes natures, périodicité et langues confondues. Ces 316 publications se composent de 83 quotidiens, 91 hebdomadaires, 14 bimensuels, 112 mensuels, 8 bimestriels, 6 trimestriels, et une dizaine de titres de la presse institutionnelle, d'entreprise ou associative, dont la périodicité reste « aléatoire ». Tout au long d'un laborieux et difficile parcours, les journaux de la presse écrite qui se prévalaient essentiellement, et avec bonne conscience, d'une légitimité démocratique, ont rencontré, on le sait, plusieurs contraintes et difficultés limitant leur propre capacité à relater et à expliquer l'actualité dans les normes et les conditions requises par la profession. Des contraintes, qui à ce jour, pèsent encore lourdement sur la qualité et la valeur de l'écrit journalistique.

Des contraintes majeures, propre au secteur de la presse écrite, pèsent encore lourdement sur la qualité et la rigueur dans l'exercice de la profession. La faiblesse qu'on continue de constater en matière de rende-

ment des moyens d'information lourds relevant de secteurs public et privé explique la nécessité de penser à relancer la presse hebdomadaire et partisane en Algérie. Il est important qu'il y ait une presse hebdomadaire, qui s'occupera d'analyser l'actualité nationale et internationale, car, le travail de structure en profondeur du champ médiatique, la détermination des grandes lignes éditoriales et la capacité de faire l'événement ne peuvent venir que de grands hebdomadaires et de mensuels de prestige, seuls à même de combiner toute la palette des genres rédactionnels pour susciter la réflexion, l'adhésion ou la répulsion.

A défaut de l'existence de ces journaux hebdomadaires en Algérie, il faut qu'il y ait des espaces hebdomadaires qui soient à l'abri de toutes sortes d'influence, au sein des médias lourds algériens ou l'élite algérienne pourrait réfléchir sur les questions politiques, économiques, culturelles, sociales et autres. Car plus que les partis, les hebdomadaires ont cette particularité de structurer et de clarifier l'espace et le jeu politique, comme cela a été le cas autour de *La Nation*, d'un côté et de *L'Hebdo Libéré* de l'autre.

Bibliographie

- 1- M'hamed REBAH, La Presse écrite algérienne, journal d'un défi, Chihab éditions, Alger, 2002, p 13.
- 2- Ahmed ANCER, Encre rouge-le défi des journalistes algériens, Editions El Watan, Alger, 2001, p 104.
- 3- Idem, p 19.
- 4- FLN : Front du Libération National (Premier parti politique algérien).
- 5- MSP : Mouvement pour la Société et la Paix (parti politique algérien).
- 6- FIS : Front Islamique de Salut (parti politique algérien dissous).
- 7- Soualem DERADJI, Mémoire de la presse algérienne 1962-2004, Chihab éditions, Alger 2007, p 20.
- 8- Idem, p 21.
- 9- Idem, p 10.
- 10- Hakim HAMZAOU, Facteurs de cessation de parution des journaux hebdomadaires d'opinion nationaux, d'expression arabophone et francophone, édités en Algérie de 1990 à 2006 , mémoire pour l'obtention du diplôme de magistère en sciences de l'information et de la communication, université d'Alger 3, session 2008/2009, non publié, p 154.
- 11- UGTA : Union Générale des Travailleurs Algériens.
- 12- Salem DERADJI, Op.cit., p18.
- 13- République Algérienne Démocratique et Populaire, Base de données du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique de Ben Aknoun, Alger.
- 14- Salem DERADJI, Op.cit, p85.
- 15- Hakim HAMZAOU, Op.cit, p 157.
- 16- Salem DERADJI, Mémoire de la presse algérienne 1962- 2004 Op.cit, p98.
- 17- Hakim HAMZAOU, Op.cit., p138.
- 18- .Idem pp 140-141.
- 19- Salem DERADJI, Op.cit.,p 45.
- 20- Idem, p 140.
- 21- Benali Si YUCEF, Chronique des années de presse, Editions El Bahia, Alger, 2010, p 92
- 22- Idem, p92.
- 23- M'hamed Rebah, op.cit., pp 128-129

- 24- Comité justice pour l'Algérie, « les violences de la liberté de la presse » – dossier n° 7, François Gèze et Sahra Kettab, juin 2004, p 08.
- 25- Abderahmane Mahmoudi, *Presse Algérienne , les nouveaux boucs émissaires*, Casbah Editions, Alger pp 142-143.
- 26- Lazhari Labter, *Journalistes Algériens 1988-1998, Chronique des années d'espoir et de terreur*, Chihab Editions, Alger, 2005, p 15.
- 27- Idem, p 120.
- 28- Brahim HADJ. SALEM, *Les années noires du journalisme en Algérie*, Editions du Cygne, Paris, 2010, p 163.
- 29- Lazhari Labter, *opcit* p 69.
- 30- Idem, p 69.
- 31- Ahmed ANCER, *op cit*, pp 154-155.
- 32- M'hamed REBAH, *op.cit.*, p 52.
- 33- Belkacem AHCENE – DJABALLAH, « La Com dans tous ses états », Editions DAR EL GHARB, Oran (Algérie), p 198.
- 34- Hakim HAMZAOUI, *op.cit.* p 280.
- 35- Abderrahmane MAHMOUDI, *op.cit.*, p 180.
- 36- Ahmed ANCER, *op.cit.*, p 126.
- 37- Idem, p 125.
- 38- Belkacem AHCENE – DJABALLAH, *op.cit*, p 120.
- 39- Benali Si YUCEF, *op.cit.*, p 95.
- 40- Lazhari LABTER, *op.cit*, p 111.
- 41- Idem, p 113